

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

FLEURET, Sébastien (dir.) (2005) *Espaces, qualité de vie et bien-être*. Angers, Presses de l'Université d'Angers, 318 p. (ISBN 2-915751-08-0)

par Hélène Bélanger

*Cahiers de géographie du Québec*, vol. 51, n° 144, 2007, p. 456-457.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/017636ar>

DOI: 10.7202/017636ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

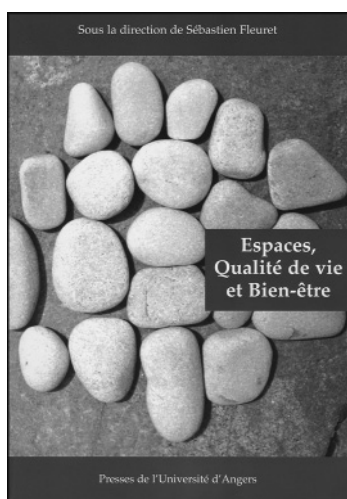
---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)



**FLEURET, Sébastien (dir.) (2005) *Espaces, qualité de vie et bien-être*. Angers, Presses de l'Université d'Angers, 318 p. (ISBN 2-915751-08-0)**

Sébastien Fleuret a réuni 29 textes dans ces actes du colloque *Peut-on prétendre à des espaces de qualité et de bien-être?* tenu à Angers les 23 et 24 septembre 2004. Notions subjectives et relatives, le bien-être et la qualité de vie ont été les dénominateurs communs des communications qui ont traité des représentations et des pratiques spatiales, des acteurs qui façonnent nos milieux de vie, ou des outils et des approches méthodologiques devant permettre d'évaluer voire de mesurer le bien-être et la qualité de vie. Malgré l'apport de plusieurs disciplines incluant l'anthropologie, la sociologie ou l'urbanisme, et l'ouverture annoncée à «l'ensemble des sciences sociales», c'est à la géographie que l'on doit la plus grande part des contributions.

Plusieurs thèmes, dont le vieillissement de la population, l'exclusion sociale et la santé, sont récurrents dans les divers travaux présentés, témoignant des préoccupations de la société actuelle. Maintenant que les pouvoirs publics tentent d'aménager des «espaces de qualité», ces travaux sont d'actualité certes, mais manquent souvent de profondeur et sont de facture inégale, ce qui est fréquent dans ce

type d'ouvrage. Parmi les contributions de qualité supérieure, certaines ont retenu notre attention. C'est le cas notamment du texte d'Antoine Bailly intitulé «De la géographie du bien-être à la médicométrie, un voyage en géographie». Plus de vingt ans après ses premiers écrits sur la géographie du bien-être, Bailly nous en rappelle les fondements. «À la géographie de continuer à expliquer comment la relation de l'homme à l'espace contribue au bien-être, quels sont les processus en cause et les interventions possibles» (p. 26) écrit-il en conclusion. Dans un tout autre registre, Lucille Grésillon («De l'espace de qualité à celui du bien-être : une question d'appropriation sensorielle») propose de mesurer le bien-être à partir des perceptions individuelles et des propriétés perceptibles des espaces. Il ne suffit pas de créer des espaces de qualité. Ceux-ci doivent aussi répondre aux besoins sensoriels des habitants dont les caractéristiques physiologiques et psychologiques diffèrent. Mais, souligne Béatrice Chaudet («Développer des espaces de qualité et de bien-être pour tous : une voie accessible?»), les espaces de qualité devraient aussi répondre aux besoins d'accessibilité des personnes en perte de mobilité telles que les personnes âgées. Le modèle d'analyse des parcours qu'elle a développé devrait permettre d'évaluer l'égalité d'accès aux différents espaces de la ville et de proposer des alternatives d'aménagement plus intégrateur.

L'ouvrage comporte plusieurs points faibles. Une trop brève introduction tente de tracer un fil conducteur et d'annoncer une structure cohérente à l'ensemble des textes rassemblés sous quatre rubriques. Mais les liens qui unissent les textes sont souvent tenus, ce qui laisse à penser que plusieurs contributions pourraient indifféremment se retrouver dans l'une ou l'autre des sections de l'ouvrage. Par ailleurs, aux quelques coquilles repérées dans les textes, s'ajoute une qualité graphique déficiente des rares figures présentées. Certaines sont tout simplement illisibles. Malgré ces lacunes, cet ouvrage trouvera son utilité

auprès des néophytes et de ceux intéressés à poursuivre la réflexion sur le renouveau de la géographie du bien-être.

Hélène Bélanger  
Université du Québec à Montréal



CAPRON, Guénola (dir.) (2006) *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*. Paris, Bréal, 288 p. (ISBN 2-7495-0485-6)

Cet ouvrage ambitieux, élaboré à partir d'une méthodologie originale, fait le pari de sonder, en profondeur et sous des angles différents, un objet flou : les quartiers résidentiels sécurisés aussi appelés *gated communities*. Son intention est, à partir de la *stigmatisation à l'envers* dont le phénomène a fait l'objet, de dénoncer l'abus de métaphores guerrières (forteresses, citadelles, etc.) et des jugements moraux, et d'examiner la complexité et la diversité de ces quartiers. Comment ? À l'aide d'une grille d'analyse commune, dix-neuf auteurs, pour la plupart géographes, se sont livrés, en neuf chapitres écrits à plusieurs voix, à des comparaisons entre villes nord-américaines, sud-américaines et sud-africaines.

Les points forts du travail viennent de la grande richesse des matériaux, issus d'enquêtes de terrain. Ils restituent des paroles (souvent masquées), des images et des re-

présentations d'habitants riches, pauvres ou de classes moyennes. Un rigoureux travail de définitions nourrit les chapitres. Des explications plausibles sont offertes à la diversité du phénomène. Sont particulièrement réussis les *gros* chapitres 4, 5, 6 et 7. Le chapitre 4 (qui devrait être en début d'ouvrage) dresse un historique de la privatisation des domaines en Angleterre, en France et aux États-Unis, montre les différentes philosophies distinguant les unes et les autres malgré la convergence des inspirations et poursuit avec l'Amérique latine. Le chapitre 5 sur les pratiques se livre à une analyse fine des quartiers populaires latino-américains, nuancée par la prise en compte de l'âge, des classes sociales, de choix subjectifs, du projet. Le riche chapitre 6, à connotation anthropologique, explore la notion de frontières, de clôture, de discontinuité, ainsi que le concept d'insécurité qui mène à un enfermement, voulu ou non, produit par la distance. Les intuitions fines des auteurs cernent ce qui se cache derrière les mots et les conflits. Des auteurs reconnus sont analysés tels Chamboredon et Lemaire. Le chapitre 7 plonge dans l'espace public mythifié, jusqu'aux espaces quasi privés. Il explore la rue, le quartier, les espaces partagés qui font *du public* (p. 204) et suggère à l'instar de Caldeira qu'en Amérique latine, la démocratisation a entraîné le repli des classes moyennes et supérieures à la fois par souci de distinction et de protection. Le chapitre 8 traite des aspects politiques et juridiques de la sécession, de l'incorporation, de l'enclave.

Malgré la richesse des matériaux, les encadrés, les cartes, l'utile lexique, la rigueur du propos, pour plusieurs raisons, le lecteur n'est pas pleinement convaincu que le pari ait été révélé. De la rédaction plurielle de chapitres non signés, il résulte un grand morcellement du texte, un émiettement d'informations non reliées et des contradictions. Le cas de Buenos Aires n'est traité, par exemple, que par bribes dans la plupart des chapitres et il revient au lecteur de les rassembler pour en tirer une synthèse. Les auteurs hésitent à défendre les *gated communities* et leurs variantes, concédant que la sécurité apportée